

DISCOURS DE CLOTURE DE LUC BERILLE, SECRETAIRE GENERAL DU SE-UNSA

Mesdames, Messieurs, chers collègues, chers amis,

Il m'appartient de conclure ce colloque en quelques mots.

Les premiers seront consacrés à des remerciements. Merci à nos invités tout d'abord qui ont accepté de nous consacrer une partie de leur emploi du temps pour nous faire partager leurs analyses et leurs expériences. Vous aurez été pour beaucoup dans la réussite de cette journée et, au nom, je crois, de tous les participants, je veux vous dire l'intérêt que vos interventions ont suscité et notre gratitude pour cela. Merci aussi aux militantes et aux militants qui ont travaillé depuis plusieurs semaines pour l'organisation de ce colloque, et je pense tout particulièrement aux militants du secteur « Education » de notre syndicat qui en ont été les chevilles ouvrières.

Je ne vous cacherai pas que la décision d'organiser cette journée de travail et de réflexion a suscité un débat dans notre syndicat. Était-il vraiment judicieux de mettre en avant cette question du socle commun dans un contexte ministériel d'abord axé sur les économies budgétaires et donc la récupération de moyens? N'y avait-il pas risque, dès lors que le ministère est parfois amené à parler du socle pour l'associer à n'importe quoi et parfois au pire, d'être finalement amalgamé à sa politique ?

Vous savez dans quel sens nous avons tranché cette question, vous qui venez d'assister à ce colloque... Oui, il y avait sans doute risque à aborder un sujet délicat, mais oui aussi il nous a semblé que ce risque, eh bien, il nous fallait le prendre ! A quoi servirait d'ailleurs un syndicat qui ne fonctionnerait qu'en fonction de sa capacité à éviter tous les risques ? Cela peut être une conception mais, au SE-UNSA, nous pensons qu'un syndicalisme utile, c'est précisément un syndicalisme capable de se coltiner le réel, fut-il difficile. Et surtout quand ce réel est au cœur des questions qui se posent au métier et, au-delà, beaucoup plus largement, à notre société.

Alors, de ce socle, parlons-en ! Oui, pour nous qui en sommes des militants anciens, le principe d'un socle commun de connaissances et de compétences à faire acquérir à tous les jeunes fréquentant l'Ecole obligatoire est fondamental. Il est d'abord fondamental pour tous ceux qui veulent prendre au sérieux la promesse démocratique de l'Ecole publique, libératrice par sa capacité à donner à chacun les moyens de son autonomie, libératrice aussi par son partage de la culture et des principes républicains sans lesquels aucune société authentiquement démocratique ne peut fonctionner collectivement.

« Socle commun de connaissances et de compétences de la scolarité obligatoire », les trois composantes de la formule sont importantes et je voudrais y revenir:

- « socle commun » tout d'abord, qui renvoie à ce bagage collectif, ce viatique, c'est-à-dire, au sens étymologique du mot latin *viaticum*, ces « provisions pour le voyage » dans lesquelles tout jeune doit pouvoir puiser pour naviguer dans sa vie future, qu'elle passe par une insertion professionnelle ou par une poursuite d'études. Oh, j'entends bien ces critiques, formulées parfois sur un ton traduisant l'effroi ou le mépris, de celles et ceux qui voient dans un « commun à tous » l'horreur d'un abaissement généralisé, voire même, puisqu'ils emploient la formule d'un SMIC, une sorte de salaire minimum culturel. Oh, je sais bien que, pour beaucoup de nantis, l'idée même que l'on puisse donner quelque chose à tous déclenche une peur irrépressible que cela ne leur enlève quelque chose. Que voulez-vous ? L'égoïsme des possédants est sans doute le point commun entre les bourgeoisies d'argent et les bourgeoisies du savoir. Elles tolèrent mal que l'on puisse « donner de la confiture aux cochons » et que, les écarts se réduisant, l'élite ne finisse par être rattrapée par la plèbe. Je suis en revanche plus étonné qu'il se trouve des forces syndicales pour voir dans le SMIC le symbole du misérabilisme. Appartenant, avec l'UNSA, au syndicalisme interprofessionnel, nous savons nous que le SMIC est un acquis syndical et ce qu'il en a coûté de mobilisations non seulement hier pour l'obtenir mais aujourd'hui pour le conserver. Il est vrai que ceux qui l'ignorent syndiquent dans des secteurs où l'on peut être d'autant plus condescendant avec le SMIC qu'on le touche soi-même plus de 2, 3 ou presque 4 fois.

Alors, je ne nie pas que des risques réels d'un nivellement par le bas puissent exister, et tout particulièrement en ces temps de grand élagage social. Mais, qui a lu le document ministériel définissant le contenu effectif du socle aura sans doute repéré des faiblesses, des incohérences ou des confusions, mais, honnêtement, peut-on parler d'exigences au rabais ? Que chacun y pense au regard de ses propres élèves, anciens ou actuels, et on verra même que des critiques naîtront, et je les ai entendues dans la bouche de collègues peu soupçonnables de crimes anti-culturels, sur peut-être parfois des excès d'exigence.

- Socle commun donc, je viens de l'évoquer, mais « de connaissances et de compétences », c'est le 2^{ème} ensemble de la formule. Elle aussi vaut qu'on s'y arrête. De connaissances bien sûr, car les savoirs et leur maîtrise font partie des objectifs fondamentaux de l'Ecole et qu'il n'est pas question d'y renoncer. Mais pas des savoirs seuls, aussi des compétences, fondamentales à acquérir car on ne prépare pas à la vie sociale, culturelle et professionnelle en faisant l'impasse sur les savoir-être et les savoir-faire qu'elle requiert. Là aussi, disons un mot sur ces cris d'orfraies poussés par ceux qui ne pensent ces deux concepts que comme antagonistes. J'aurais envie de dire « Halte au feu » ! Car dans cette guerre supposée entre savoirs et compétences, il n'y a pas d'ennemis ! La vérité est que les uns et les autres se nourrissent et se confortent mutuellement : les compétences parce que, sans s'y réduire, elles ont besoin des savoirs, et les savoirs parce qu'en s'associant pour contribuer à l'acquisition des compétences plus transversales, ils se ménagent la voie de l'interdisciplinarité, cette association des savoirs qui les stimule et les fait progresser, celle qui, en leur donnant sens, peut aussi aider les élèves à mieux entrer dans leur apprentissage.

- Socle commun de connaissances et de compétences « de la scolarité obligatoire » enfin. C'est le 3^{ème} constituant de la formule. Cette précision sur la scolarité obligatoire vaut aussi un développement car elle amène une double conséquence. Depuis 1959, l'obligation s'étend de 6 à 16 ans, légalement s'entend car, socialement, la pratique sociale la fait débiter, de fait, dès l'âge de 3 ans avec la fréquentation de l'école maternelle qui est devenue une réalité pour 100 % des enfants depuis plus de 20 ans. Nous souhaiterions du reste, au SE-UNSA, que la loi acte enfin ce que la pratique sociale a imposé en déplaçant le curseur légal de l'obligation scolaire des 6 ans théoriques aux 3 ans réels. Mais à ces questions de limites d'âge se sont ajoutées celles liées aux parcours scolaires. Depuis la loi Haby de 1975, ouvrant à tous les portes du collège, la scolarité obligatoire emprunte désormais au moins pour tous le même parcours de l'école primaire et du collège. Cela signifie que l'apprentissage du socle commun doit être l'objet des efforts complémentaires de l'ensemble « école – collège », qui doit enfin être pensé dans une optique de continuité éducative et non de rupture. La seconde conséquence, c'est que, la scolarité obligatoire étant due à tous, le socle commun doit être possédé par tous, j'ai dit par tous et c'est loin d'être un détail. Cela implique pour notre système éducatif une obligation de moyens pour y parvenir, car, dès lors que l'on a défini le contenu de ce socle, il lui appartient de s'organiser pour que tous, c'est-à-dire chacun, soit mis en capacité de parvenir via l'Ecole à cette acquisition du socle.

Alors, nous dira-t-on, beaux principes, mais quel dommage que la réalité soit si différente! On aura raison mais qu'attend-on ? Que, dans une société où les inégalités se creusent peut-être plus que jamais, une école démocratique jaillisse comme ça, tout d'un coup ? Je sais bien que le Président de la République tient désormais des discours à Latran, mais, enfin, par quel miracle cela se produirait-il ? Ou alors, qu'est-ce qu'on croit ? Que Xavier Darcos, dont l'approche du socle commun tient davantage du ralliement politique forcé que de la conviction profonde, que ce ministre-là mette spontanément en œuvre ce contre quoi ses visions personnelles et sa culture politique le portent ?

Eh bien, au risque de décevoir, je crois qu'il nous faut doucher ces illusions. La vérité est plus simple : le socle commun tel que nous le concevons dans son contenu, sa logique et ses conséquences sur l'ensemble du système éducatif, de l'école au lycée, ce socle commun-là entre tout simplement dans la catégorie des grands objectifs démocratiques. Et l'histoire nous montre qu'il n'existe aucun acquis démocratique qui n'ait été l'objet de combats, et souvent d'une longue série de combats. Alors oui, le socle commun est un combat, un combat qu'il nous faut mener avec vigueur et détermination. J'entends bien que cet imparfait socle De Robien, issu de cette non moins brinquebalante loi d'orientation Fillon est, de surcroît, souvent mis en œuvre en dépit du bon sens. J'entends bien que l'amalgame entre la mise en œuvre et le fond en est facilité. Mais du coup, faudrait-il en déduire que tout est perdu et que la prudence recommande de mettre la pédale douce sur le socle ? Mais avec des raisonnements pareils, pas la peine de défendre l'assurance maladie et le droit de tous à la santé qu'elle est censée garantir puisque que l'inflation de médecins à honoraires libres le contredit tous les jours! Nous serons plus tranquilles aussi pour le prochain rendez-vous sur les retraites qu'il vaudrait mieux ne pas s'acharner à défendre puisque la baisse continue des montants des pensions ouvre la voie à la capitalisation individuelle ! Eh bien, ces raisonnements ne sont tout simplement pas les nôtres. A l'inverse, au SE-UNSA, nous avons décidé d'organiser ce colloque précisément parce que nous voulons nous battre, pour le socle commun démocratique que nous portons contre les élitistes, comme contre ceux qui le maltraitent et le caricaturent, au risque de le décrédibiliser. Je le reconnais, ce combat est difficile mais avec ce colloque, je crois sincèrement que nous disposons de matériaux supplémentaires pour mieux le mener.

La mise en œuvre du socle, une mission impossible, réservée aux seuls militants pédagogiques ? Pas du tout, vous l'avez entendu à travers les témoignages de nos collègues de Clithène ou de Villeneuve d'Ascq. Vous n'avez pas vu de martiens, pas de héros ou de doux farfelus mais des collègues enseignants comme les autres qui parlent tout simplement de ce qu'il est possible de faire. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de laisser dans ce colloque une large place à des témoignages sur les pratiques professionnelles.

Mais alors comment y arriver et sur quoi nous mobiliser ? Soyons clairs. Nous n'avons pas toutes les réponses mais j'ai entendu évoquer beaucoup de pistes pendant cette journée.

Il nous faut des programmes redéfinis dans la logique du socle, précisant les savoirs à transmettre mais aussi la façon dont chacun d'eux contribue à l'acquisition des compétences du socle. Il nous faut une méthode et des outils pour évaluer à chaque niveau d'enseignement le niveau de maîtrise du socle par nos élèves, et nous aider à cerner leurs difficultés et à y remédier. Il nous faut de la formation pour nous aider à appréhender professionnellement ces nouveautés, notamment la logique portée par une approche par compétences, nous aider à y faire face et à la maîtriser. Il nous faut du temps pour réfléchir, nous concerter et bâtir en équipe des approches cohérentes, voir et impliquer les parents. Il nous faut des moyens pour être plus disponibles avec tous nos élèves et pouvoir mettre en œuvre dans le temps scolaire l'aide et les activités individualisées dont ils ont besoin.

Oui, c'est beaucoup, mais le jeu en vaut la chandelle et nous disposons d'un atout non négligeable: l'opinion publique peut nous comprendre et nous soutenir car ce n'est pas simplement d'un problème de profs dont nous parlons mais d'un problème qui concerne toute la société.

Alors, vous comprendrez que la conclusion que je vous livre en tant que Secrétaire Général du SE-UNSA soit combative et optimiste car je crois que, décidément, avec le socle, il y a un très beau combat à mener. Il me reste à vous remercier de votre écoute attentive et de votre participation. Relever des défis, ça vous tente ? J'espère que vous aurez, comme moi, tiré de ce colloque des raisons supplémentaires pour répondre oui à cette question avec notre syndicat. Alors il me reste à vous dire au revoir et à bientôt pour de nouvelles mobilisations.